

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS DE SERVICES

REGLEMENT DE CONSULTATION

Pouvoir adjudicateur coordonnateur :

**AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE
90 rue du Férétra CS 87801
31078 TOULOUSE CEDEX 04**

Consultation n° 2024-166

Prestations de prélèvements et d'analyses des paramètres « Macro-Invertébrés Benthiques » dans le cadre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) pour la surveillance des eaux côtières et de transition des bassins Artois-Picardie, Seine-Normandie, Loire-Bretagne et Adour-Garonne

CODE CPV (principales et complémentaires) :

90700000 : Services relatifs à l'environnement

MODE DE PASSATION :

Procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique

DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS FIXEE AU
13 janvier 2025 à 12 heures

Contenu

1.	Caractéristiques de la consultation	3
1. 1.	Acheteurs – Pouvoir adjudicateurs	3
1. 2.	Objet de la consultation	3
1. 3.	Nomenclature européenne	3
1. 4.	Allotissement	4
2.	Conditions de la consultation	5
2. 1.	Mode de passation et forme du marché	5
2. 2.	Date limite de remise des offres	5
2. 3.	Variantes	5
2. 4.	Cotraitance	5
2. 5.	Délai de validité des offres	5
2. 6.	Durée du marché	5
2. 7.	Prix	5
2. 8.	Montants minimum et maximum annuels de chaque lot	6
2. 9.	Modalités de paiement	7
2. 10.	Modalités de financement	7
2. 11.	Comptable assignataire	7
2. 12.	Modifications du marché	7
2. 13.	Traitement des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure	7
2. 14.	Secret des affaires	8
2. 15.	Prestations similaires	8
3.	Conditions d'obtention du dossier de consultation	8
3. 1.	Composition du dossier de consultation	8
3. 2.	Retrait obligatoire des DCE par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics de l'Agence	9
4.	Conditions de présentation des réponses	9
4.1	Motifs d'exclusions	9
4.2	Présentation des réponses	10
4.3	Contenu des réponses attendues	10
4.3.1	Au niveau de la candidature (qui peut être commune à tous les lots soumissionnés)	10
5.	CONDITIONS DE TRANSMISSION DES REPONSES	13
6.	Sélection des candidatures	14
7.	Régularisation des offres irrégulières	14
8.	Jugement des offres	14
8. 1.	Renseignements complémentaires	14
8. 2.	Critères de jugement	15
9.	Précisions sur la notation des offres	15
9. 1.	Prix	15
9. 2.	Valeur technique	15
10.	Conditions d'attribution du marché	16
10. 1.	Attribution de chaque lot	16
10. 2.	Signature de l'acte d'engagement	16
11.	Pièces contractuelles du marché	17
12.	Notification du marché	17
13.	Renseignements complémentaires	18

1. CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

1. 1. Acheteurs – Pouvoir adjudicateurs

Les prestations seront réalisées pour le compte d'un groupement de commande constitué des 4 pouvoirs adjudicateurs désignés ci-après par le terme « l'Agence ou les agences » suivants :

- **Agence de l'eau Adour Garonne** , coordonnatrice et membre du groupement
90 rue du Férétra CS87801 - 31078 Toulouse cedex 4
- **Agence de l'eau Artois-Picardie**, membre du groupement
200 rue Marceline – BP 818 - 59508 DOUAI Cedex
- **Agence de l'eau Loire-Bretagne**, membre du groupement
9 avenue de Buffon – BP 36339 - 45063 ORLEANS Cedex 2
- **Agence de l'eau Seine Normandie**, membre du groupement
12 rue de l'Industrie - 92146 COURBEVOIE

1. 2. Objet de la consultation

Le marché objet de la présente consultation, concerne les prestations de prélèvements et d'analyses des paramètres « Macro-Invertébrés Benthiques » dans le cadre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) pour la surveillance des eaux côtières et de transition des bassins Artois-Picardie, Seine-Normandie, Loire-Bretagne et Adour-Garonne.

Les titulaires sont tenus à une obligation de résultats.

1. 3. Nomenclature européenne

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (codes CPV) est :

Libellé	Code CPV
Services relatifs à l'environnement	90700000

1. 4. Allotissement

Le présent marché est découpé en 12 lots présentés ci-après :

- Lot 1 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (2 MEC) de transition (3 MET) de la Mer du Nord pour le compte de l'agence de l'eau Artois Picardie ;
- Lot 2 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (1 MEC) de transition (1 MET) des estuaires picards pour le compte de l'agence de l'eau Artois Picardie ;
- Lot 3 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (4 MEC) de transition (1 MET) de la Baie de Seine EST pour le compte de l'agence de l'eau Seine Normandie ;
- Lot 4 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (3 MEC) de transition (2 MET) de la Baie de Seine OUEST pour le compte de l'agence de l'eau Seine Normandie ;
- Lot 5 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (6 MEC) de transition (1 MET) de l'Ouest et Nord Cotentin pour le compte de l'agence de l'eau Seine Normandie ;
- Lot 6 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (11 MEC) de transition (2 MET) Subtidal côtier en Bretagne et estuaires en Bretagne nord pour le compte de l'agence de l'eau Loire Bretagne ;
- Lot 7 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (14 MEC) de l'Intertidal côtier en Bretagne pour le compte de l'agence de l'eau Loire Bretagne ;
- Lot 8 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses de transition (5 MET) des Estuaires en Bretagne sud pour le compte de l'agence de l'eau Loire Bretagne ;
- Lot 9 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (4 MEC) de transition (2 MET) de la Loire-Atlantique et Vendée pour le compte de l'agence de l'eau Loire Bretagne ;
- Lot 10 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (1 MEC) de transition (1 MET) de la Charente -Maritime nord pour le compte de l'agence de l'eau Loire Bretagne ;
- Lot 11 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (2 MEC) de de transition (2 MET) de Charente-Maritime sud pour le compte de l'agence de l'eau Adour Garonne ;
- Lot 12 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (1 MEC) de de transition (3 MET) du Sud Gironde pour le compte de l'agence de l'eau Adour Garonne.

Chacun des lots fait l'objet d'un accord cadre distinct mono-attributaire exécuté par bons de commande. Chaque candidat peut répondre pour un ou plusieurs lots, mais ne peut pas présenter des offres variables en fonction du nombre de lots susceptibles d'être obtenus et ce, en application de l'article L2151-1 du code de la commande publique.

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2. 1. Mode de passation et forme du marché

2.1.1 Mode de passation

Le marché est passé sur appel d'offres ouvert en vertu en application des articles L2124-2, R 2124-2 du Code de la Commande Publique.

2.1.2 Forme du marché

Le marché est passé selon la technique des accords-cadres exécutés par bons de commande conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

2. 2. Date limite de remise des offres

Les dates et heure limites de remise des plis sont fixées au **13 janvier 2025 à 12 heures.**

2. 3. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2. 4. Cotraitance

En cas de cotraitance, le groupement momentané peut prendre n'importe quelle forme juridique (conjoint avec mandataire solidaire, conjoint ou solidaire). Aucune forme particulière n'est imposée.

Les candidats sont toutefois invités à prendre connaissance des conditions particulières de candidatures pour un même lot, mentionnées à l'article 4.1 ci-après.

2. 5. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à six mois (6) à compter de la date limite de remise des offres mentionnée ci-dessus.

2. 6. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée d'un an, reconductible au plus 2 fois dans les conditions prévues au CCAP.

2. 7. Prix

Les prix applicables aux quantités réellement exécutées sont ceux figurant au bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement. Ces prix sont unitaires, définitifs et révisables en cas de reconduction du marché et spécifiques à chaque agence pour tenir compte des frais de déplacements.

2. 8. Montants minimum et maximum annuels de chaque lot

Chaque lot est conclu sans minimum et pour les montants maximums annuels suivants :

Lot	Intitulé du lot	Montant maximum total €HT -campagne 2025	Montant maximum total €HT -campagne 2026	Montant maximum total €HT -campagne 2027
1	Suivi des MEC et MET de la Mer du Nord	40 000	60 000	20 000
2	Suivi des MEC et MET des estuaires picards	45 000	55 000	30 000
3	Suivi des MEC et MET de la Baie de Seine EST	50 000	105 000	35 000
4	Suivi des MEC et MET de la Baie de Seine OUEST	40 000	100 000	30 000
5	Suivi des MEC et MET de l'Ouest et Nord Cotentin	75 000	100 000	60 000
6	Suivi des MEC et MET du subtidal côtier en Bretagne et estuaires en Bretagne nord	80 000	65 000	35 000
7	Suivi des MEC de l'intertidal côtier en Bretagne	120 000	25 000	25 000
8	Suivi des MET des Estuaires en Bretagne sud	5 000	65 000	45 000
9	Suivi des MEC et MET de la Loire-Atlantique et Vendée	50 000	105 000	65 000
10	Suivi des MEC et MET de la Charente-Maritime nord	25 000	5 000	25 000
11	Suivi des MEC et MET de Charente-Maritime sud	35 000	65 000	20 000
12	Suivi des MEC et MET du Sud Gironde	55 000	80 000	30 000
TOTAL annuel		620 000	830 000	420 000
TOTAL ACCORD CADRE		1 870 000		

L'estimation financière pour le programme du marché est répartie comme suit :

AP				
	2025	2026	2027	Total
Lot 1	35 000	56 000	14 000	105 000
Lot 2	42 000	49 000	28 000	119 000
SN				
	2025	2026	2027	Total
Lot 3	46 000	99 667	30 667	176 334
Lot 4	34 500	95 833	26 833	157 166
Lot 5	69 000	92 000	57 500	218 500

LB				
	2025	2026	2027	Total
Lot 6	74 300	58 757	31 969	165 026
Lot 7	111 450	18 575	18 575	148 600
Lot 8	0	63 622	40 182	103 804
Lot 9	43 341	99 066	61 916	204 323
Lot 10	18 575	0	20 091	38 666
AG				
	2025	2026	2027	Total
Lot 11	30 000	62 000	15 000	107 000
Lot 12	51 000	74 000	27 000	152 000
TOTAL	555 166	768 520	371 733	1 695 419

Soit un volume sur 3 ans d'environ 1 700 000 euros HT.

2. 9. Modalités de paiement

Le paiement des sommes dues se fait par application des dispositions des articles L2191-1 à L2191-6 du Code de la Commande Publique. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

2. 10. Modalités de financement

Le financement du présent marché est assuré par des fonds publics propres aux agences.

2. 11. Comptable assignataire

Le comptable assignataire des dépenses est l'Agent Comptable de chaque agence.

2. 12. Modifications du marché

En application de l'article L2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié, dans les cas prévus audit article. Ces modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant (cf article 27 du CCAP).

2. 13. Traitement des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement :

L'agence de l'eau Adour Garonne en charge de la procédure d'achat
90 rue du Férétra, CS 87801 31078 Toulouse

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

2. 14. Secret des affaires

L'agence de l'eau Adour Garonne se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent accord-cadre. Le tiers est tenu à une obligation de confidentialité dans les conditions prévues à l'article correspondant du CCAP du présent accord-cadre. Cette obligation ne prend pas fin à l'issue du marché entre l'acheteur et ce tiers.

2. 15. Prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'agence se réserve la possibilité de passer un marché de prestations sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire dans le cadre du présent marché. Le marché de prestations similaires serait limité à 50% du montant maximum annuel de chaque lot.

3. CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

3. 1. Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat qui en fait la demande. Il comporte les pièces suivantes :

Des documents à consulter :

- le présent règlement de la consultation et son annexe 00a relative aux conditions d'utilisation de la plateforme PLACE;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles;

Des documents à renseigner :

- Le marché fait partie du dispositif DUME permettant la mise à disposition automatisée d'informations prévue dans le Code de la commande publique : l'utilisation du **Document unique de marché européen (DUME)** est fortement conseillée pour les candidats qui le peuvent. Le formulaire est à compléter lors de la soumission sur le profil acheteur ;
- A défaut du DUME : les candidats pourront utiliser les déclarations DC1, DC2 disponible avec leur notice d'utilisation :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Le bordereau de prix unitaires de chaque lot. **Attention fichier unique BPU-DQE un onglet par lot**
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) pour chaque lot. **Attention fichier unique BPU-DQE un onglet par lot**

L'Agence se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail à ce dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.*

3. 2. Retrait obligatoire des DCE par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics de l'Agence

Conformément aux dispositions de l'article R2132-2 du code de la commande publique, le dossier de consultation est gratuitement mis à disposition des candidats sur le profil acheteur de l'agence de l'eau Adour-Garonne accessible à l'adresse mentionnée.

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

également accessible par la rubrique « marchés publics » du site internet de l'Agence

<https://www.eau-grandsudouest.fr/>

Aucun dossier de consultation sur format papier ou sur support numérique (clef USB, CD...) ne sera remis aux candidats.

Les conditions de retrait des DCE sont précisées en annexe 1b au présent règlement de la consultation.

4. CONDITIONS DE PRESENTATION DES REPONSES

4.1 Motifs d'exclusions

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit (articles L. 2141-1 à L. 2141-6) et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur (articles L. 2141-7 à L. 2141-11), les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion, sont exclues de la procédure dans les conditions définies ci-après.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation ne soit pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

4.2 Présentation des réponses

La candidature, l'offre et toutes pièces s'y rapportant (rapports, documentations, certificats, correspondances etc....) doivent être rédigées en langue française et ce, conformément à la Loi n° 94-665 du 4 Août 1994 relative à l'emploi de la langue Française et la circulaire d'application du 19 Mars 1996.

Si les pièces sont rédigées en langue étrangère, elles devront être accompagnées d'une traduction en langue Française dont l'exactitude devra être certifiée par un traducteur expert auprès des Tribunaux (français ou étrangers) dont le nom et l'adresse seront indiqués.

L'utilisation des formulaires (DUME/DC1/DC2/DC4) est exigée ; les candidats sont invités à consulter la notice d'utilisation de chacun des formulaires fournis (disponible au lien indiqué ci-dessus).

Les candidats sont avertis qu'ils sont responsables du contenu de leur réponse et sont donc invités à bien la vérifier avant sa transmission. En aucun cas, ils ne pourront soulever de réclamation auprès de l'Agence en cas d'oubli d'un document.


4.3 Contenu des réponses attendues

Les réponses seront présentées de la manière suivante :

en mode dématérialisé sur le profil acheteur (PLACE)




4.3.1 Au niveau de la candidature (qui peut être commune à tous les lots soumissionnés)

-  **Document unique de marché européen (DUME)** : déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement, établie selon le modèle à compléter sur le profil acheteur ou à défaut déclarations du candidat établies à partir des formulaires à compléter **DC1 et DC2** disponibles en téléchargement à l'adresse indiquée à l'article 3 ci-dessus.

Le Dume ou équivalent devra fournir :

- La présentation d'une liste de services de même nature que celle du domaine du marché, effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services seront prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique,
- les renseignements et/ou documents permettant d'apprécier les capacités techniques : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années ;
- les renseignements permettant d'évaluer la capacité économique et financière et notamment le chiffre d'affaires annuel réalisé au cours des 3 dernières années, assurances contre les risques professionnels.

 **Document 2** : Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet.

NB : il est rappelé que ces documents doivent être fournis par les cotraitants, en cas de cotraitance, ou par les sous traitants déclarés dès la remise de l'offre, en cas de sous-traitance (services uniquement).

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

4.3.2 Au niveau de l'offre (une offre par lot)

Pour chaque lot soumissionné, l'offre se présente sous la forme suivante :

- 1) **OFFRE FINANCIERE à savoir : A ce stade, il n'est pas demandé aux candidats de souscrire un acte d'engagement.** Le formulaire d'acte d'engagement (ATTRI1) ne sera exigé que de l'attributaire au terme de la procédure de choix, afin de formaliser le marché public conclu. Chaque candidat est donc invité à fournir uniquement :

- **Le bordereau de prix unitaires (BPU)** de chaque lot,

Tous les prix et coefficients sont à compléter.

La gratuité d'une prestation est toujours possible ; dans ce cas, le prix à indiquer obligatoirement dans le BPU est « 0 » mais elle devra être justifiée clairement dans l'offre. Les candidats ne sont pas autorisés à rajouter, supprimer ou modifier des prix unitaires de leur propre initiative, ou bien encore à procéder à des regroupements de prix. Le non- respect de cette exigence du règlement de consultation constituera un motif de rejet de l'offre.

Il est rappelé que les variantes ne sont pas autorisées. Il n'est donc pas possible de proposer plusieurs prix pour une même ligne de prestation du BPU. Chaque prix proposé est unique et valable pour tout le lot. Toute proposition qui ne respectera pas cette interdiction sera également rejetée.

- **Le détail quantitatif estimatif (DQE)** pour chaque lot, qui n'est pas une pièce contractuelle, mais qui va servir à l'analyse financière des offres.

Par ailleurs, les candidats sont avertis que les DQE seront vérifiés à partir des prix figurant au BPU.

Important : Il est demandé aux candidats de laisser obligatoirement dans l'offre transmise au moins une version du fichier BPU-DQE dans son format exploitable d'origine (excel ou dans un format équivalent), afin de faciliter les vérifications et les calculs.

- 2) **OFFRE TECHNIQUE** à savoir : Le candidat devra remettre un **mémoire technique** spécifique à chaque lot soumissionné, qui devra présenter à minima :

L'offre technique se présentera sous la forme d'un **mémoire technique** qui devra comporter à minima les éléments nécessaires à la notation de la valeur technique telle que prévue à l'article 9.2 et présentant notamment :

- . Sa connaissance et son expérience dans le domaine des macro-invertébrés benthiques (prélèvement, tri et identification) détaillées pour chacun des intervenants (Profils), sous-traitants éventuels y compris,
- . Sa connaissance des territoires échantillonnés et l'expérience sur les sites en zone de transition, en particulier sur les estuaires,
- . La méthodologie et l'organisation au sein de l'équipe titulaire pour :
 - les prélèvements : connaissances des territoires en particulier sur les estuaires (lien avec la sécurité des prélèvements), matériel utilisé, maintenance, etc,
 - le tri : conditions de stockage des échantillons et des collections...
 - la détermination,
 - et les moyens mis en œuvre pour les analyses et mesures en laboratoire,
- . Les mesures pour respecter le protocole
- . Le plan de prévention des risques
- . Les documents administratifs attestant de la possibilité de réaliser les campagnes de prélèvements,
- . L'aspect éthique environnemental de son laboratoire et du projet,
- . Les modalités d'utilisation de la base Quadrigé2,
- . Le planning des opérations.

4.3.3 Récapitulatif des pièces à fournir

Réf lot	Pièces de candidatures	Pièces d'offre (1 offre par lot)	
		Offre financière	Offre technique
Lots 1 à 3	Formulaire DUME OU Déclarations du candidat DC1 et DC2 Pièces complémentaires	Fichier de bordereau de prix unitaires et DQE (non contractuel)	Mémoire technique spécifique au lot soumissionné

Remarque : Les candidats n'ont pas à joindre dans leur offre le CCAP, le CCTP ou le présent règlement de la consultation (RC), seuls faisant foi les originaux détenus par l'administration.

5. CONDITIONS DE TRANSMISSION DES REPONSES

Les candidats sont tenus de répondre par voie électronique sur le profil acheteur de l'agence sur la PLACE

Pour répondre à la consultation sous forme dématérialisée via ce profil acheteur PLACE, la personne habilitée à engager le soumissionnaire, doit être inscrite sur la plateforme de gestion des marchés publics de l'Agence accessible à l'adresse :

également accessible par la rubrique « marchés publics » du site internet de l'Agence
<https://www.eau-grandsudouest.fr/>

Chaque candidat peut choisir de signer électroniquement son offre mais ce n'est pas une obligation. Dans ce cas, il devra également être titulaire d'un certificat électronique afin de signer sa réponse électronique.

Les conditions d'utilisation de la plateforme, de signature et de certificat électroniques sont précisées en annexe au présent règlement de consultation, les candidats sont invités à s'y reporter.

Il est rappelé aux candidats que conformément aux dispositions de l'article R2151-6 du code de la commande publique : « *Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres* ».

Dans ce cas, chaque transmission doit contenir une candidature et une offre complètes modifiées. Il ne pourra donc pas s'agir de compléments à la précédente offre.

6. SELECTION DES CANDIDATURES

L'expérience et les capacités techniques, financières et professionnelles seront appréciées en fonction des éléments de candidature fournis.

NOTA : Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques. Pour ce faire, le candidat ou le groupement devra produire les mêmes documents, concernant cet ou ces opérateurs économiques, que ceux mentionnés à l'article V du présent règlement de consultation. Le candidat devra apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché en produisant un engagement écrit de l'opérateur ou des opérateurs économiques.

Les candidats n'ayant pas produit les déclarations exigées ainsi que ceux ne fournissant pas de documents prouvant leurs capacités ou présentant des garanties professionnelles ou financières jugées insuffisantes seront éliminés.

A l'issue de l'examen des candidatures, l'Agence dressera la liste des candidats admis.

7. REGULARISATION DES OFFRES IRRÉGULIÈRES

Conformément aux dispositions de l'article R2152-2 du code de la commande publique, l'agence se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans les conditions dudit article.

8. JUGEMENT DES OFFRES

8. 1. Renseignements complémentaires

Préalablement à tout examen des offres sur la base des critères énoncés ci-dessous, il sera procédé à une analyse de la conformité des offres. Des précisions ou justifications pourront être demandées au candidat soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre apparaît anormalement basse.

Si l'offre remise semble anormalement basse au sens de l'article L2152-5 du Code de la commande publique, au regard des prestations à réaliser, y compris en ce qui concerne la part sous-traitée, l'agence exigera du candidat la justification de ses prix ou du montant qu'il a proposé dans son offre, dans le délai qui lui sera imparti et figurant sur la demande.

Si au vu de ces éléments, l'offre est jugée anormalement basse, elle sera rejetée conformément aux dispositions de l'article L2152-6 dudit Code.

Dans les deux cas, les demandes seront effectuées via la PLACE avec un délai de réponse exigé, auquel le candidat sera tenu.

Il est rappelé à tous les candidats que les réponses aux demandes de renseignements complémentaires sur les offres sont obligatoires. Toute absence de réponse conduira à noter 0 l'élément objet de la demande de renseignement.

8. 2. Critères de jugement

Les offres seront jugées sur la base des critères suivants :

- **Prix** sur 30 points apprécié sur la base du DQE fourni,
- **Valeur technique** sur 70 points sur la base du mémoire technique transmis par le candidat, appréciée à partir des sous-critère suivants :
 - Pertinence du planning sur 5 points
 - Exposé méthodologique sur 22 points
 - Moyens techniques mobilisés sur 17 points
 - Qualité de l'équipe proposée sur 26 points

9. PRECISIONS SUR LA NOTATION DES OFFRES

Il est précisé que pour le calcul de toutes les notes (financières et techniques), l'Agence retiendra 2 décimales après la virgule.

9. 1. Prix

Le prix sera noté sur 30 points, par application de la formule suivante :

$$\text{Note obtenue} = [\text{note max de 30 points} \times (\text{Prix DQE moins disant} / \text{Prix DQE analysé})]$$

la note maximum étant attribuée à l'offre présentant le DQE le moins disant.

9. 2. Valeur technique

Pour l'offre technique, La valeur technique est notée sur 70 points maximum. Chaque sous critère est apprécié sur la base du mémoire technique remis par le candidat (ce mémoire doit faire apparaître très clairement les réponses aux éléments définis ci-dessous). A chaque élément, est attribué une note maximale de 10 points qui est ensuite ramenée pour tenir compte de son poids, au nombre de points indiqué dans le tableau ci-dessous :

SOUS CRITERES	Note
1) Pertinence du planning	5
1.1 Sur la base du calendrier fourni	5
2) Exposé méthodologique	22
2.1 Déroulement détaillé des campagnes	6
2.2 Connaissances des masses d'eaux	7
2.3 Mesures pour respecter le protocole	2
2.4 Modèle de Plan de prévention des risques envisagé à présenter, incluant tous les intervenants	1
2.5 Modalités de conditionnement des échantillons et durée de conservation	2
2.6 Modalité d'utilisation de la base de données Quadrige ² .	4
3) Moyens techniques mobilisés	17
3.1 Moyens mis en œuvre pour les prélèvements terrain	7
3.2 Moyens mis en œuvre pour les analyses et mesures au laboratoire	7
3.3 Ethique environnementale du projet	3
4) Qualité de l'équipe proposée	26
4.1 Connaissance du terrain	6
4.2 Formation de chacun des intervenants, sur la base des profils fournis	4
4.3 Connaissance et expérience de la méthodologie des prélèvements benthiques et du traitement des échantillons (conservation, tri, identification)	8
4.4 Organisation dans le cadre du marché	8
TOTALE SUR	70

10. CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

10. 1. Attribution de chaque lot

Au terme du jugement, les offres seront classées par ordre décroissant par lot. Le marché sera alors attribué aux 3 candidats dont l'offre sera arrivée en tête du classement, sous réserve de la vérification de leur situation en matière fiscale et sociale (article L2141-2 du Code de la commande publique) et du respect des obligations issues du droit du travail (article R2143-8 du Code de la commande publique).

10. 2. Signature de l'acte d'engagement

La personne habilitée à engager juridiquement chaque attributaire devra signer électroniquement (au moyen d'une signature électronique valide) un **acte d'engagement** (dont le modèle ATTRI1 lui sera transmis) correspondant à l'offre retenue assortie des éventuelles mises au point.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, la déclaration du sous traitant (formulaire DC4) sera jointe à cet acte d'engagement. Cette déclaration sera obligatoirement signée électroniquement :

- par la personne habilitée à engager juridiquement l'attributaire qui se présente individuellement ou le membre du groupement qu'il représente ;
- et par la personne habilitée à engager le sous traitant.

L'acte d'engagement ainsi que les déclarations de sous-traitance seront retournés en version pdf signées via la plateforme PLACE. **L'attributaire veillera à ne pas verrouiller le document lors de sa signature afin que les autres signataires puissent apposer leur signature également.**

Il est rappelé qu'une signature scannée ne constitue pas une signature électronique valable dans le cadre d'un envoi dématérialisé au sens de l'article 1316-4 du code civil.

11. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les documents contractuels par lot régissant l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante, les suivants :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière le bordereau de prix unitaires par lot dûment complétés et signés par le titulaire ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, objet de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021 (et ci-après désigné : CCAG FCS) ;
5. Le mémoire du candidat attributaire ;
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du présent accord-cadre.

Toute clause, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les conditions générales de vente du titulaire), modifiant les clauses ou contraire aux clauses du présent CCAP, des CCTP, du CCAG-FCS ou contraire à la réglementation applicable au présent accord-cadre est réputée non écrite.

12. NOTIFICATION DU MARCHÉ

Sous réserve de l'avis favorable du contrôleur budgétaire et de l'absence de toute procédure de recours, le marché sera signé électroniquement et notifié au titulaire par voie dématérialisée via le profil acheteur sur PLACE.

13. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Tous les renseignements complémentaires sollicités (obligatoirement par écrit) sur le dossier de consultation (phase offre) seront communiqués **six jours** au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres mentionnée ci-dessus sous réserve que la demande parvienne à l'Agence **au plus tard 10 jours avant cette même date limite**.

Il est précisé que les délais de 6 et 10 jours indiqués ci-dessus se décomptent en jours calendaires pleins de 0h00 à minuit ; ils prennent donc fin à minuit la veille du jour de la date limite de remise des plis prévue à l'article 2.2 ci-dessus. En conséquence, les candidats sont avertis qu'il ne sera pas donné suite à toutes les demandes de précisions complémentaires qui parviendraient à l'Agence passé ce délai.

Pour les questions techniques et administratives, les candidats peuvent obtenir les informations complémentaires en adressant leurs demandes **par le biais du système de messagerie sécurisé** à partir du site Internet de l'Agence : <https://www.eau-grandsudouest.fr> rubrique marchés publics ou directement sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats sont avertis que toutes les réponses seront apportées par écrit et publiées sur le site de dématérialisation des marchés publics de l'Agence (plateforme PLACE) :

- à l'attention de tous les candidats lorsque les réponses doivent être portées à leur connaissance. Dans ce cas, un complément questions/réponses sera également ajouté au dossier de consultation.
- à l'attention du candidat demandeur si la réponse le concerne spécifiquement.

Fait à Toulouse, le

La directrice générale de l'Agence de l'eau Adour-Garonne

*Par délégation, Martine GAECKLER
Directrice générale adjointe Ressources*